

6/10/2014

ARRÊT N°399

No RG: 13/03936
PC/CD

Décision déferée du 16 Mai 2013 - Tribunal de
Grande Instance de TOULOUSE- 10/04151
M. SERNY

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

COUR D'APPEL DE TOULOUSE
1ere Chambre Section 1

ARRÊT DU SIX OCTOBRE DEUX MILLE QUATORZE

APPELANT

Syndicat des copropriétaires RESIDENCE XXX.

Syndicat des copropriétaires RESIDENCE
XXX

Poursuites et diligences de son représentant légal domicilié en
cette qualité audit siège social
représentée par son Syndic la SAS X exerçant sous
l'enseigne XXX

Distributeur A

Représenté par Me Francis NIDECKER, avocat au barreau de
TOULOUSE
Assisté de Me Stéphane MONTAZEAU de la SELARL SELARL
MONTAZEAU & GARA, avocat au barreau de TOULOUSE

INTIMEE

Le distributeur
poursuites et diligences de son représentant légal agissant en
cette qualité au siège social sis XXX et en son établissement
secondaire XXX
Représentée par Me Céline NOUAILLE de la SCP SCP PIQUEMAL &
ASSOCIES, avocat au barreau de TOULOUSE

COMPOSITION DE LA COUR

En application des dispositions des articles 786 et 907 du Code de
procédure civile, l'affaire a été débattue le 26 Mai 2014, en audience
publique, les avocats ne s'y étant pas opposés, devant M. MOULIS,
conseiller, P. CRABOL, conseiller, chargés du rapport. Ces magistrats
ont rendu compte des plaidoiries dans le délibéré de la Cour,
composée de :

CONFIRMATION

M. MOULIS, président
P. CRABOL, conseiller
C. STRAUDO, conseiller

Grosse délivrée

le

à

Greffier, lors des débats: J. BARBANCE-DURAND

ARRET:

- contradictoire
- prononcé publiquement par mise à disposition au greffe après avis
aux parties
- signé par M. MOULIS, président, et par J. BARBANCE-DURAND,
greffier de chambre.

Dans l'ensemble immobilier en copropriété «résidence XXX» construite au XXX en 1964, les canalisations électriques présentent des signes de dysfonctionnement ;

Par deux mises en demeure en date des 7 septembre 2009 et 8 juillet 2010, le syndicat des copropriétaires a vainement demandé au distributeur, de procéder aux travaux de rénovation ;

Saisi, suivant assignation en date du 6 décembre 2010, par le syndicat des copropriétaires contre le distributeur d'une action tendant à ce que celle-ci prenne en charge le coût de la rénovation et de la mise aux normes de l'installation électrique de desserte, le tribunal de grande instance de Toulouse, par jugement en date du 16 mai 2013:

- a dit que le syndicat n'apporte pas la preuve de l'abandon au concessionnaire de ses droits sur les branchements,
- a débouté par conséquent le syndicat de ses demandes de prise en charge par le distributeur du coût de la rénovation et de la remise aux normes des colonnes montantes.

Dans ses dernières écritures transmises le 6 mai 2014 au soutien de son appel, le syndicat des copropriétaires conclut que les installations litigieuses sont des ouvrages publics ressortissant de la compétence du distributeur dans le champ de la délégation municipale de service public, que le distributeur doit en assurer l'entretien et le coût de réfection, qu'il doit exécuter les travaux sous astreinte pour assurer sa mission de service public universel de fourniture et distribution d'énergie ; il réclame une indemnité de procédure (4.000 €) ;

Le distributeur par écritures du 25 novembre 2013 invoque l'alinéa six de l'article 15 du contrat de concession de l'électricité pour conclure à la confirmation du jugement ; il réclame une indemnité de procédure (8.000 €) ;

SUR CE

Attendu qu'en application de l'article 1134 du Code civil la convention fait la loi des parties ;

Que le contrat enregistré le 7 décembre 1998 par lequel la ville de Toulouse concède au fournisseur Y, auquel a succédé le distributeur A, la distribution de l'énergie, dispose que la partie des branchements intérieurs (colonnes montantes déjà existantes) qui appartient au propriétaire de l'immeuble continuera à être entretenue et renouvelée par ce dernier à moins qu'il ne fasse abandon de ses droits sur lesdites canalisations au concessionnaire qui devra alors en assurer la maintenance et le renouvellement ;

Que le règlement de copropriété classe d'une part dans les parties communes générales «les canalisations principales d'eau, de gaz, électricité, avec tous leurs accessoires à l'exception des branchements, gaines et canalisations secondaires particulières d'un bâtiment ou un local déterminé» et d'autre part dans les parties communes spéciales à chaque bâtiment «les canalisations, colonnes montantes et descendantes d'eau, du gaz et d'électricité» ;

Que le syndic, en s'engageant dans son courrier au distributeur en date du 28 mai 2008 à «faire le nécessaire dans les plus brefs délais» après avoir demandé des devis, a reconnu l'obligation du syndicat de réparer la colonne montante, comme le lui avait demandé le distributeur ;

Attendu que le syndicat n'apporte pas la preuve qui lui incombe d'un abandon de ses droits sur les canalisations au profit du concessionnaire, que la propriété du syndicat sur lesdites canalisations est expressément affirmée par le règlement de copropriété opposable au dit syndicat et que le syndic a reconnu son obligation, c'est à juste titre que le tribunal a jugé que le coût de la rénovation et de la remise aux normes devait rester à la charge du syndicat;

PAR CES MOTIFS

LACOUR,

Confirme le jugement déféré ;

Dit n'y avoir lieu à indemnité de procédure devant la cour ;

Condamne le syndicat des copropriétaires de la résidence XXX aux dépens d'appel.

Le greffier

Le président